



Dans les mois prochains, l'école va devoir lutter contre le décrochage scolaire

Une semaine après la rentrée scolaire, les enseignants doivent aider leurs élèves à reprendre pied après six mois chamboulés mais regrettent qu'il n'y ait pas eu de moyens supplémentaires mobilisés pour empêcher le décrochage des plus fragiles. «Oui, les enfants ont pâti du confinement.» Sophie, enseignante en maternelle à Montreuil, en éducation prioritaire depuis quinze ans, est formelle. Certains petits, dont les parents maîtrisent les codes de l'école, ont pu bénéficier d'activités sources d'apprentissage ou ont joué à des jeux de société. Mais les autres, dont les parents ne parlent pas forcément la langue et qui ont dû gérer diverses urgences alimentaires et/ou sanitaires durant le confinement, sont déjà marqués par cette rupture d'apprentissage. Même s'il est encore prématuré de tirer des conclusions définitives, pour Sophie, les élèves ne sont pas comme d'habitude.

Ceux-ci sont en moyenne et grande section, là où débute l'apprentissage des fondamentaux, l'écriture du prénom par exemple. Elle constate, à peine après quelques jours, des perturbations chez ses élèves que les vacances n'ont pas pu effacer. «Certains petits sont arrivés angoissés, ils ont du mal à trouver leur place, ils veulent rentrer chez leurs parents avec lesquels ils ont été fusionnels ces derniers mois. Ils ont aussi des difficultés à se mettre dans les activités et sur les compétences travaillées jusqu'à l'année dernière en mars.»

Car dans son cas, explique-t-elle, l'école à distance a été un expédient, juste destiné à maintenir un lien avec les élèves. Mais aucun nouvel enseignement n'a pu être dispensé.

La rentrée des classes dans une école primaire à Valence, le 1er septembre 2020. © Nicolas Guyonnet / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

En cette rentrée particulière, les petits doivent se faire à nouveau leur place à l'école et essayer de retrouver les compétences travaillées jusqu'au mois de mars, avant l'interruption de présence dans les établissements scolaires.

Il est encore un peu tôt pour avoir une photographie précise des lacunes engendrées par cette organisation, rapportent eux aussi les acteurs du monde éducatif. Comme il est encore compliqué de déterminer si le risque de décrochage est aussi important que craint. Les prochains mois seront décisifs.

D'ores et déjà, il est certain que le confinement a agi comme une loupe posée sur les inégalités déjà présentes à l'école. Des questions se posent aujourd'hui sur la capacité de tous les élèves à réapprendre malgré la «continuité pédagogique» tant souhaitée et vantée par le ministre de l'éducation nationale et si délicate à mettre en œuvre dans la réalité. En mai, Romain Delès, chercheur en sociologie, et Filippo Pirone, chercheur en sciences de l'éducation à l'université de Bordeaux, avaient déjà montré, dans une première étude, l'existence d'une fracture pédagogique entre parents favorisés et défavorisés (lire notre article sur le sujet).

Dans l'ouvrage qu'ils ont coordonné, *L'éducation aux temps du coronavirus* (éditions La Dispute et en librairie le 10 septembre), les chercheurs Stéphane Bonnéry, maître de conférences en sciences de l'éducation à l'université Paris-VIII Vincennes Saint-Denis, et Étienne Douat, maître de conférences en sociologie à l'université de Poitiers, reviennent sur cette séquence et en tirent la même conclusion. Quatorze contributeurs et contributrices ont réfléchi à ce que révèle cet intermède des failles intrinsèques du système éducatif français. Il a fallu mettre à distance cette période et l'analyser, expliquent à Mediapart les deux initiateurs de cette réflexion nourrie et vive.

Dans l'introduction du livre, il est rappelé à quel point mettre en place l'école à distance a été une gageure. «Ce sentiment d'avoir été pris au dépourvu quand le confinement a été décrété, en étant enjoint de mettre en place sur-le-champ une manière d'enseigner totalement inédite, dans le déni des énormes difficultés qu'il a fallu affronter, revient continuellement dans les discours des enseignant·e·s du premier degré interrogé·e·s.»



Sans oublier que la fermeture des établissements scolaires a pénalisé les plus fragiles, écrivent encore les auteurs de l'ouvrage. «Certaines catégories de population ont fait particulièrement les frais de l'absence d'école à l'école : les familles allophones, par exemple, avec lesquelles il est presque impossible de communiquer à distance, ou les familles du voyage, souvent peu enclines à scolariser leurs jeunes enfants.»

Étienne Douat veut de son côté «déconstruire les évidences assénées par l'éducation nationale». Notamment, cette question de la «continuité pédagogique». L'enseignant raconte : «Après la sidération, on a dû mettre en place une continuité pédagogique, l'école à la maison. On nous a vendu ce miracle du numérique comme principal outil et remède à notre crise. L'«école à la maison» a été martelé comme évidence alors que c'est problématique. Imaginer une continuité entre la famille et l'école ne peut se faire en oubliant les conflits de classes, de familles et entre territoires urbains et ruraux. Le problème a été mal posé.»

Pour l'enseignant, cette séquence a été difficile pour tous les élèves, y compris pour les plus privilégiés. Du reste, les lycéens de la voie professionnelle ont particulièrement été touchés par le décrochage scolaire. Il évalue entre 10 et 30 % les élèves sortis des radars, selon les filières. «Il y a une béance à réparer. Ces jeunes sont victimes d'un mépris terrible, tout le monde les a oubliés, ils n'ont pas pu réaliser leur apprentissage et leur stage. Ceux qui vont subir le plus de casse sont les élèves de milieux populaires, les petites classes, les élèves de 3 e et ceux de terminale. Ce confinement va accentuer les logiques de tri déjà à l'œuvre.»

Stéphane Bonnéry évalue à environ un tiers les élèves qui ont été perdus de vue. En juillet, une enquête de la Depp, le service statistique du ministère de l'éducation nationale, rapportait que les professeurs des écoles estiment donc durant cette période ne pas avoir pu suivre 6 % des élèves de leur classe en moyenne. Pour les professeurs des collèges et lycées, cette proportion d'élèves de leur classe qu'ils n'ont pas pu suivre est estimée à 10 %.

Le chercheur ne comprend pas que l'éducation nationale n'ait pas mieux pris la mesure de l'enjeu de la reprise. «Six mois se sont écoulés depuis que la classe s'est arrêtée mais on n'a rien préparé. La stratégie officielle c'est qu'assurer l'enseignement des fondamentaux avec les moyens du bord et le reste répond à une stratégie d'externalisation, avec les colonies de vacances apprenantes, «devoirs faits», les cours privés du distanciel, les 2S2C, de moins en moins de choses hors écoles», rapporte le chercheur qui considère qu'ainsi l'éducation nationale «individualise la responsabilité de l'échec».

«Plus on va multiplier les dispositifs, moins on risque de toucher les élèves défavorisés»

C'est justement pour avoir une idée précise du niveau des enfants post-confinement que le ministre tient absolument à ce que les élèves soient évalués dès le 17 septembre. Quand bien même bon nombre d'enseignants jugent que leur faire passer des évaluations standardisées n'a aucun sens eu égard à la situation particulière.

Jean-Michel Blanquer n'en démord pas. Selon lui, ces tests permettraient de «mesurer l'impact du confinement». Lors de sa conférence de presse de rentrée fin août, il a insisté sur les mesures prises pour réduire les écarts de niveaux : 1 688 postes créés dans les écoles primaires et la montée en charge du dispositif «Devoirs faits» ; 1,5 million d'heures supplémentaires dans le second degré pour renforcer l'aide personnalisée.

Marie Toullec-Théry, maîtresse de conférences en didactique comparée à l'université de Nantes, est spécialiste des élèves à besoins particuliers. Elle tient d'abord à expliquer qu'il faut raison garder : le confinement n'a pas forcément provoqué des séismes irréparables. «Il y a quand même eu de la part des enseignants un soutien par le téléphone, il n'y a pas énormément de petits qui sont restés sans aucune stimulation. Ils n'ont pas fait des activités scolaires mais ont entretenu des activités qui ressemblent à cela. Certains ont même progressé dans la lecture par exemple, car ils ont pu avoir une activité cognitive individuelle plus forte. Mais il va falloir quand même redonner des habitudes de travail à tous les enfants.»

La chercheuse estime qu'il va falloir mettre beaucoup de soin dans les dispositifs de remédiation à instaurer à destination des élèves en difficulté. Mais pas comme le ministre souhaite le faire, en saupoudrant des heures pour le soutien par-ci par-là sans cohérence. «Plus on va multiplier les



dispositifs, moins on risque de toucher les élèves défavorisés. L'accompagnement personnalisé ou les activités pédagogiques complémentaires n'ont jamais fait leurs preuves pour lutter contre le décrochage.»

Marie Toullec-Théry explique que les élèves en difficulté n'arrivent pas à faire le lien entre ce qu'ils apprennent lors de ces modules de soutien et en classe sur le temps scolaire. Elle préconise que les enseignants fassent de la différenciation pédagogique au sein de la classe, même si c'est parfois délicat d'opter pour cela. «Par exemple dans une classe de CE1, il faut repérer les élèves qui ont des difficultés de décodage et leur offrir la possibilité d'avoir un atelier d'une demi-heure pendant que les autres pourront faire de la lecture en autonomie.»

Sophie aimerait beaucoup pouvoir le faire et agir au plus tôt sur les difficultés éventuelles de ses élèves. L'enseignante à Montreuil a essayé de rendre le lieu de la classe le plus accueillant et fonctionnel possible. Elle a gardé ses anciens élèves pour pouvoir les suivre et rebondir sur leurs compétences déjà acquises et aussi conserver la relation de confiance nouée avec les parents que le confinement a approfondie. Elle s'inquiète pour ses ex-grandes sections qui ont aujourd'hui intégré la classe de CP. «Ils vont subir les évaluations standardisées alors que les apprentissages se sont arrêtés en mars», soupire encore Sophie.

Elle appréhende le retour pour les élèves les plus fragiles. «Il n'y a pas de psychologues, de médecins scolaires ou de réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté [le RASED – ndlr], ils sont au complet. Avec 24 élèves, je ne peux pas faire de miracle et ma formation ne me permet pas d'avoir les réponses face aux troubles de langage ou à l'autisme. Impossible d'avoir un suivi avec un orthophoniste, avant c'était déjà compliqué mais là c'est pire. D'habitude on enclenche tout ça à la fin de l'année mais là c'était impossible. Il n'y a pas assez d'ATSEM [agent territorial spécialisé des écoles maternelles – ndlr] et d'AESH A [accompagnant des élèves en situation de handicap –ndlr]. Les élèves sont trop nombreux pour réparer les plus fragiles et faire de la différenciation pédagogique. Les classes vont être plus hétérogènes... »

L'école en distanciel va déclencher des ruptures entre populations, pense Marie Toullec-Théry. Lire un texte sur Internet n'est pas la même chose que lire un texte imprimé. «Il faut développer la formation des enseignants sur ce volet qui doit être didactique. Cela demande de se rendre compte en amont des obstacles que les élèves pourront rencontrer et leur donner des aides pour les dépasser.»

Pour Stéphane Bonnéry, il existe un «grand risque dans les semaines qui viennent que les élèves aient du mal à reprendre», car «les enfants n'ont pas de bouton sur lequel on appuie pour les remettre en marche et que cette année les classes vont être mixées entre ceux qui ont vu certains chapitres et les autres». À ce titre, Stéphane Bonnéry recommande de mettre sur pause la réforme du lycée pour ne pas décourager les élèves qui ont été déscolarisés pendant ces derniers mois.

À plus long terme, le chercheur souhaite que ces six derniers mois ne soient pas qu'une parenthèse mais l'occasion d'un virage à droite, avec une exagération de la place prise par les initiatives privées et une expansion du numérique qui exclut de fait les publics les plus fragiles. Pour rattraper les décrocheurs, Stéphane Bonnery préconise de recruter massivement des enseignants pour réduire les effectifs, ainsi que l'ont fait certains pays comme l'Irlande par exemple, et plus largement d'introduire davantage de concertation et de formation continue pour les professeurs, en informatique notamment.

Sophie s'est résolue à mettre «des pansements» à certains enfants et essayer de donner du sens aux apprentissages. Elle est heureuse de partager sa vision avec ses collègues. Tous essaient de se soutenir. «J'ai de plus en plus envie de pédagogies coopératives, d'ouvrir mes élèves à l'art, à la culture, j'ai envie d'aller dehors avec eux et de reconstruire une bulle et un cocon pour les préserver de l'extérieur et de toutes les difficultés.»

L'enseignante explique avoir un attachement profond à l'école publique, le seul recours selon elle pour lutter contre l'aggravation des inégalités. Elle compte aussi mobiliser le tissu associatif de la ville pour aider les familles de son école. Sophie compte aussi sur le collectif de défense de l'éducation auquel elle appartient pour agir et aider au mieux ses élèves afin de les empêcher de lâcher.